

Le consulat de France à Jérusalem, officine du «palestinisme »



Diplomatiquement parlant, voici les faits : Romain Franck, un ressortissant français de 24 ans travaillant comme chauffeur pour le consulat général de France à Jérusalem a été arrêté il y a quelques semaines – avec plus d'une demi-douzaine de complices arabes – pour avoir utilisé une voiture appartenant au corps diplomatique français afin de faire passer clandestinement des armes (70 pistolets et 2 fusils d'assaut) entre Gaza et la Judée-Samarie (la « Cisjordanie »). Les motivations de ce français venu de Lambersart, dans le nord de la France, seraient « purement financières »...

C'est par le biais d'un habitant de Gaza, Zuheir Abed Abdeen, travaillant pour le Centre Culturel français (tiens donc !) que l'agent consulaire fut contacté en vue d'intégrer un réseau de trafiquants d'armes « palestiniens ». Il est évidemment plus aisé de conduire des véhicules possédant des plaques diplomatiques françaises pour passer tranquillement les barrages des forces israéliennes !

C'était pourtant sans compter sur la vigilance des excellents agents israéliens du Shabak (l'Agence de Sécurité israélienne) qui démantelèrent le réseau de trafiquants.

On nous rassure de part et d'autre : Romain Franck a agi seul, sans que ses supérieurs ne soient au courant de ses actes . Mieux ! Alors

qu'au début des révélations de cette affaire, tous les articles parlaient d'un trafic d'armes au profit des djihadistes du Hamas (les armes provenant de Gaza qui se trouve sous contrôle du mouvement terroriste), aujourd'hui, officiellement, il serait question d'un acte, certes extrêmement grave, mais non idéologiquement motivé...

L'arrivée dans une semaine en Israël du ministre des Affaires étrangères français, Jean-Yves Le Drian, a-t-elle conduit le gouvernement israélien à réagir avec une modération qui confine à la pusillanimité ?

En attendant, qui peut vraiment croire que Romain Franck, arrivé seulement en Israël en janvier 2017, serait devenu aussi rapidement membre d'un réseau de trafiquants d'armes « palestiniens » résidents à Gaza et en Judée-Samarie (il devint lui-même le recruteur d'un autre membre de la cellule, travaillant aussi au consulat, Muhammad Siyad !) ? En tant que volontaire pour ce travail en Israël, n'aurait-il pas sollicité ce poste après avoir été recruté en France ? La question se pose.

Après tout, le consulat de France à Jérusalem est connu pour son activisme pro-palestinien et son total mépris des lois israéliennes.

Rappelons – par exemple – l'affaire Elsa Lefort : cette Française mariée au terroriste du FPLP Salah Hamouri (qui possède la nationalité française !). Ce dernier fut incarcéré pendant 7 ans en Israël pour avoir fomenté l'assassinat de l'ancien grand rabbin de l'État juif, Ovadia Yossef. Elsa Lefort est aussi la fille de l'ancien député communiste et président honoraire de l'association « France-Palestine Solidarité » (AFPS), Jean-Claude Lefort.

Or, Elsa Lefort travaillait à l'Institut français du Proche-Orient qui dépend du... consulat de France à Jérusalem.

Israël a donc décidé en 2016 de l'expulser pour ses accointances avec des djihadistes « palestiniens » et pour son activisme anti-israélien.

Depuis, Elsa Lefort et son islamo-gauchiste de père ne cessent de donner des interviews et de réaliser des vidéos pour les sites

islamiques Oumma.com et Oumma.tv :

<https://oumma.com/expulsee-disrael-elsa-lefort-epouse-de-salah-hamouri-temoigne-sur-oummatv/>

C'est un truisme que de dire que le Quai d'Orsay n'a jamais cessé de mener une politique pro-arabe depuis l'époque du Général de Gaulle (on peut en constater les conséquences nuisibles sur le plan national).

Au vu des scandales à répétition qui éclaboussent le consulat de France à Jérusalem, il est légitime de penser que ce dernier sert d'officine pour mener des actions subversives contre l'État juif.

Frédéric Sroussi